Citoyennes, citoyens camarades

Au nom de

l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI)

(pour la reconstruction de la 4e Internationale)

soutenue par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS)

Claude CHISSEREY, psychologue, candidat

Alain HERBETH, employé à l'ORTF, suppléant

s'adressent à vous

Nous nous présentons aux suffrages des électeurs de la 29e circonscription de PARIS.

Avant d'aborder les problèmes qui se posent à nous comme travailleurs, nous voulons soulever une question qui touche à la signification profonde de la représentation parlementaire :

Un député, en régime bourgeois, est élu pour cinq ans sans contrôle de la part de ceux qui l'ont élu. Dans une république ouvrière, le député, le délégué ouvrier, est contrôlé en permanence, éligible et révocable à tout moment par ceux qui le connaissent et le contrôlent.

Tels étaient les rapports des députés de la Commune de Paris — avec leurs électeurs.

Tels étaient les rapports des députés des Soviets du temps de Lénine et de Trotsky, en 1917, avec les travailleurs.

C'est cela la véritable démocratie, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat ouvrier.

Il est vrai que nous ne sommes pas confrontés directement avec ces problèmes dans les élections des 4 et 11 mars où il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire condamnée par toutes les organisations ouvrières et démocratiques en 1958.

Mais pourtant, ces élections des 4 et 11 mars ont une grande importance : défaire la « majorité », défaire l'UDR et ses alliés qui sont au gouvernement pour servir les intérêts du capital est la nécessité qui s'impose. Il faut ouvrir la voie au socialisme, aux conseils ouvriers. Il faut substituer au gouvernement Pompidou-Messmer un gouvernement ouvrier s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations des travailleurs, à rétablir les libertés démocratiques. Pour cela il faut abroger la Constitution gaulliste, il faut défaire Pompidou.

QUE VOYONS-NOUS AUJOURD'HUI ?

Prenons un exemple que l'un de nous connaît bien.

— Au nom d'une prétendue « rationalisation », le personnel de l'O.R.T.F. est attaqué, discrédité, son statut menacé et on cherche à brouiller les cartes : c'est ainsi que la médiocrité des programmes est soudain « découverte » alors qu'elle est délibérément organisée, alors que des émissions de qualité sont supprimées, censurées, interdites, au profit de jeux qui servent de support à la publicité, clandestine ou non.

— En fait, il faut « vendre » et baisser le prix de revient : c'est ainsi que l'on fait une 3e chaîne avec ce qui est grignoté aux 1re et 2e chaînes : pas de postes, pas d'argent.

— Il faut livrer l'O.R.T.F. aux affairistes, aux trusts et aux prébendiers (C.S.F., Thomson, Hachette...) tout en préservant le monopole politique de l'U.D.R.

Tel est le but de la loi MALAUD votée après la pseudo-découverte de la publicité « clandestine ».

Au nom de la « rentabilisation », de la « modernisation », la « réforme » de la Sécurité Sociale, conjuguée à la « réforme » hospitalière, se propose de détruire le minimum de garanties que les travailleurs ont arrachées contre la maladie, la vieillesse, les charges familiales. La médecine de qualité sera réservée aux riches.

Au nom de la « rentabilisation », de la « modernisation », les loyers des H.L.M. sont sans cesse augmentés. Ils sont exorbitants. Cela ne suffit plus, désormais les appartements sont mis en vente.

Par contre, si les salaires, selon un indice C.G.T., étaient de 129,5 en juillet 1972 (base 100 en juin 1968), les prix payés aux entreprises de travaux publics par l'Etat et les entreprises nationalisées sont passés, selon « Le Bulletin officiel des prix », à 149 en juillet 1972 (base 100 en juin 1968).

Par contre, des centaines, des milliers de milliards sont versés aux banques, aux monopoles, au grand capital. Tout est bon : les énormes crédits militaires, les commandes de l'Etat, des communes, des départements, des industries nationalisées, le pillage de la Sécurité Sociale par les trusts pharmaceutiques. Tout est bon : les « sociétés mixtes » où l'Etat, les entreprises publiques, les industries nationalisées, fournissent les capitaux, les commandes et les entreprises privées qui y sont « associées » encaissent de fantastiques profits.

Il faut en finir.

Mais :

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Abroger les réformes réactionnaires de la Sécurité Sociale, hospitalière et autres ?

Exproprier le grand capital, les monopoles, les banques ?

Elaborer un plan de production sous le contrôle des travailleurs, des masses exploitées, des usagers, des locataires ?

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

En finir avec le pillage de l'Etat, la corruption, les scandales ?

La Ve République a été instituée par un coup de force. Sa Constitution est profondément antidémocratique. Depuis 1958, lois, décrets se sont succédé qui portent atteinte aux libertés individuelles et publiques, aux droits conquis par la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse. Les polices, les C.R.S., les corps des officiers, le corps des hauts fonctionnaires, la haute magistrature, ont été constamment renforcés. La loi « anti-casseurs » est une menace constante tant contre les libertés individuelles que pour les partis et organisations de la classe ouvrière, de la jeunesse.

Il faut en finir.

Mais :

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Annuler toutes les dispositions qui portent atteinte aux libertés démocratiques ?

En 1968, 10 millions de travailleurs en grève clamaient : « De Gaulle, dix ans, ça suffit ! » « La Ve République, quinze ans, ça suffit ! »

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

En finir avec la Ve République et ses institutions ? Abroger sa Constitution réactionnaire et antidémocratique ? La réforme de l'enseignement disloque l'école publique : de la maternelle à l'Université. La « réforme » de la formation professionnelle confie de plus en plus au patronat la formation de « leurs apprentis » ainsi qu'il y a quarante ou cinquante ans, qui, exploités, n'obtiennent - au mieux - qu'une formation « maison ».

Ces réformes introduisent les curés et les patrons dans l'enseignement public. En même temps, des centaines de milliards sont versés aux écoles confessionnelles et patronales.

Accepter le prêtre à l'école a comme corollaire

accepter le patron à l'école ; c'est accepter cet enseignement prétendûment différencié « ouvert sur la vie et l'économie », qui s'intègre très exactement dans la « réforme » de M.Edgar FAURE. C'est rompre avec la tradition ouvrière et démocratique pour laquelle, depuis la Commune de Paris et Jaurès, tous les partis ouvriers ont combattu.

Il y a plus grave encore et nous pouvons tous mesurer les conséquences tragiques d'une politique de soutien à l'école confessionnelle. Depuis dix ans, les écoles privées patronales et, avant tout, confessionnelles, ont reçu 2 000 milliards de francs de subventions soustraits à l'école publique.

Le résultat de cette politique, c'est qu'on économise sur les matériaux, sur les dispositifs de sécurité qui coûtent trop cher :

« ON SACRIFIE LA VIE DES ENFANTS AU PRIX DE REVIENT AU MÈTRE CARRÉ », témoignait le lendemain du drame du C.E.S. Pailleron, Alain POIZAT, agent technique aux Constructions Modulaires.

Le résultat, c'est cette réforme qui ne vise pas à améliorer mais à détruire l'éducation nationale et qui fait des enfants perdus.

Il faut en finir.

Mais :

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Abroger les réformes réactionnaires de l'enseignement et de la formation professionnelle ? Cesser de verser les fonds publics aux écoles privées ? Casser les lois Debré-Marie et Debré-Pompidou ? Faire en sorte qu'il n'y ait « pas de curés, pas de patrons à l'école » ? **Nationaliser, sans indemnités ni rachats, les écoles privées, préalable à une véritable réforme de l'enseignement ?**

Tous les problèmes qui confrontent les masses exploitées, la jeunesse, soulèvent la question :

QUEL GOUVERNEMENT PEUT LES RÉSOUDRE ?

Tirant les leçons de l'expérience, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, veulent se regrouper au cours de ces élections législatives. Elles veulent une réponse à cette question qui domine tout :

QUEL GOUVERNEMENT ?

Il faut battre l'UDR et ses alliés.

C'est indispensable, cela ne suffit pas. Les partis de la classe ouvrière doivent s'unir pour défaire tous les partis du capital. En effet, de droite ou de gauche, de l'U.D.R. aux radicaux de droite et de gauche, tous sont prêts à venir au secours de la V[e] République, du pouvoir bourgeois menacé, du capitalisme. Cyniquement, le représentant des « radicaux de gauche », membre de « l'Union de la Gauche » Robert FABRE, dont les amis politiques espèrent se faire élire grâce à l'apport des voix ouvrières, déclare :

« Si le contrat du Programme Commun devait être rompu du fait des communistes, il se trouverait un nouveau Ramadier au sein de la gauche socialiste et radicale pour traduire cette rupture dans le domaine gouvernemental. » En clair : expulser le P.C.F. du gouvernement. Rompre le « Programme Commun » signifie : mettre en cause la V[e] République et sa Constitution, exproprier le grand capital, organiser la production selon un plan qui réponde aux besoins des masses, élaboré et appliqué sous le contrôle des travailleurs ; attaquer les institutions politiques, les grands corps constitués du pouvoir bourgeois ; transférer le pouvoir à la classe ouvrière, aux masses, en les organisant. M. FABRE rêve de jouer un rôle semblable à celui que joua en 1936 son prédécesseur dans la carrière, Daladier. C'est normal : **LE PARTI RADICAL EST UN PARTI DU GRAND CAPITAL.**

Nous ne pouvons admettre que M. CAILLAVET, dirigeant du Mouvement Radical de gauche, puisse prétendre représenter les travailleurs. M. CAILLAVET est sénateur, il a participé comme responsable de commission à l'élaboration du rapport DILIGENT sur l'O.R.T.F.

M. CAILLAVET, comme son ami PAYE, est un chaud partisan du démantèlement de l'O.R.T.F., de l'introduction des trusts comme Hachette et de l'éclatement du statut des personnels.

Nous, trotskystes, affirmons : les leçons de plusieurs dizaines d'années de lutte le démontrent : au cours de ces élections, le problème posé est :

— ou soutenir le régime capitaliste pourrissant et imposer aux travailleurs, aux masses, aux jeunes, le poids écrasant de ce système en faillite ;

— **OU OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.**

Les représentants du parti radical veulent sauver le capital, la bourgeoisie, la V[e] République, ils sont partisans de « l'Union de la Gauche » sans rivage à droite.

Ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver la bourgeoisie aux abois.

Seul un gouvernement sans représentants des partis bourgeois

DEFENSEURS DU CAPITAL, DE L'UDR AUX RADICAUX DE GAUCHE, PEUT REPONDRE AUX ASPIRATIONS ET AUX BESOINS DU PROLETARIAT, DES MASSES EXPLOITEES, DE LA JEUNESSE, ET SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS.

La preuve ? Dirigeants du P.S. et du P.C.F. ont dû affirmer publiquement qu'ils n'attenteraient pas à la V[e] République et à sa Constitution, qu'ils laisseraient POMPIDOU EN PLACE. MITTERRAND et, à sa suite, Georges SEGUY ont déclaré qu'il faudrait modérer les revendications. Et cela pour maintenir « l'Union de la Gauche ».

Nous, trotskystes, leur disons : rompez avec la bourgeoisie ; rompez avec les partis du capital, rompez avec le parti radical. Unissez-vous au cours de ces élections et après les élections ; réalisez le Front Unique des partis ouvriers et luttons en commun pour que se constitue :

Un gouvernement PS-PCF sans ministres des partis bourgeois

qui s'engagerait à satisfaire toutes les revendications des masses.

C'est pour mener cette bataille que l'O.C.I., soutenue par l'A.J.S., présente des candidats.

Combattre pour le Front Unique des partis de la classe ouvrière,

- **POUR UN GOUVERNEMENT PS - PCF SANS MINISTRES CAPITALISTES**
- **POUR LE PROGRAMME DE LA CLASSE OUVRIERE**
- **POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER**
- **POUR LE SOCIALISME**

exige de bâtir le parti révolutionnaire. Les candidats de l'O.C.I. sont les candidats qui luttent pour la construction du Parti de la révolution prolétarienne.

VOTEZ OCI - VOTEZ CLAUDE CHISSEREY

P.S. — Un autre candidat se présente sous l'étiquette trotskyste. Partisan honteux de l'Union de la Gauche, il n'a aucun droit à ce titre. Ceux qui sont pour le Front unique ouvrier voteront O.C.I. : Claude CHISSEREY. Quant aux partisans de « l'Union de la Gauche », ils voteront pour les partis de « l'Union de la Gauche » qui s'en réclament ouvertement.

Vu, le candidat.

Permanence électorale : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10[e].

Imp. ABEXPRESS